

France Cleantech Briefing Annuel 2025

With the support of



Breakthrough
Energy



European
Climate
Foundation

INDUSTRIES VERTES : ENTRE AMBITION POLITIQUE ET CHOC DES REALITES



CELIA AGOSTINI

Directrice

Cleantech
for France

L'année 2025 aura confirmé un paradoxe désormais bien installé pour les cleantech industrielles françaises et européennes : jamais les ambitions politiques de réindustrialisation et de décarbonation n'ont été aussi élevées, et jamais les conditions de passage à l'échelle n'ont paru aussi fragiles.

Les chiffres d'investissement traduisent clairement cette tension. **Après un pic à 3,5 Md€ en 2023, les investissements dans les technologies vertes ont reculé à 2 Md€ en 2024, puis à 1,5 Md€ en 2025.** Ce ralentissement reflète à la fois un environnement macroéconomique plus contraint et des fragilités structurelles persistantes : faible appétence pour le risque industriel, manque de financements de long terme et visibilité encore limitée sur les débouchés futurs.

Dans le même temps, le tissu industriel français et européen est mis à l'épreuve. Fermetures de sites et restructurations touchent y compris des secteurs stratégiques, rappelant que la transition industrielle ne se décrète pas. Malgré la montée en puissance du discours européen sur la souveraineté industrielle, les mécanismes de soutien à la demande, de protection du marché intérieur et d'accompagnement du scale-up restent encore insuffisamment opérationnels.

Pour autant, les fondamentaux demeurent solides. Les industries vertes constituent toujours le premier secteur en nombre d'ouvertures d'usines en France, portées par des projets industriels de grande envergure dans les batteries, les matériaux critiques et les technologies de décarbonation. Elles concentrent un potentiel stratégique majeur en matière de création de valeur, d'emplois et de réduction des dépendances. L'année 2025 aura notamment été marquée par l'inauguration de la gigafactory de batteries de Verkor.

L'enjeu est désormais clair : transformer l'ambition politique en réalité industrielle. Sans signaux de demande clairs, sans alignement durable entre politiques industrielles, financières et commerciales, l'Europe risque de rester en retrait de la grande transformation industrielle en cours.

Le Made in Europe s'impose dans ce contexte comme un levier stratégique, et non comme un repli. Il conditionne la capacité de l'Europe à réconcilier compétitivité, souveraineté, décarbonation et innovation, en sécurisant les débouchés industriels et en permettant l'émergence de champions capables de passer à l'échelle. Sans politiques de demande publique et privée assumées, cette ambition restera largement théorique.

C'est pour répondre à ce défi que nous organisons le Sommet des industries vertes, conçu comme un catalyseur de mobilisation collective entre industriels, investisseurs et décideurs publics. L'objectif est simple : créer les conditions concrètes du passage à l'échelle des champions industriels de la transition écologique.

01 2025 : Des investissements au plus bas depuis 5 ans

- ◆ L'investissement equity dans les cleantech en France chute pour la seconde année consécutive pour s'établir à 1,5Md€ sur 2025. Il s'agit du plus faible niveau depuis 2021.
- ◆ Le nombre d'accords baisse quand le montant moyen par deal augmente, sans méga-opération : cela confirme la préférence des investisseurs pour des technologies plus matures et moins risquées par rapport au très early stage.
- ◆ Au-delà de l'equity, 2025 renoue avec des montants plus modestes, avec un nombre d'accords croissants. Plusieurs entreprises ayant levé en equity en 2024 sont parvenues à compléter leur financement au-delà en 2025 : c'est le cas pour Electra et Elyse Energy.

02 Bilan politique 2025 pour les cleantech

- ◆ L'année 2025 a été marquée par un climat international instable et un environnement macroéconomique incertain, qui ont affecté négativement les investissements cleantech en Europe. La concurrence de la Chine et des Etats-Unis constitue une menace structurelle pour la compétitivité et la souveraineté européennes.
- ◆ L'Union européenne a réagi en présentant plusieurs textes visant à soutenir ses industries vertes : cadre des aides d'Etat, start-up and scale-up strategy, budget 2028-2034, plans de soutien à l'acier et à l'industrie automobile.
- ◆ Plusieurs occasions restent manquées, comme l'autorisation du financement d'OPEX. D'autres propositions doivent encore être déployées au plus tôt pour soutenir nos industries, à l'image du plan pour protéger l'acier européen.

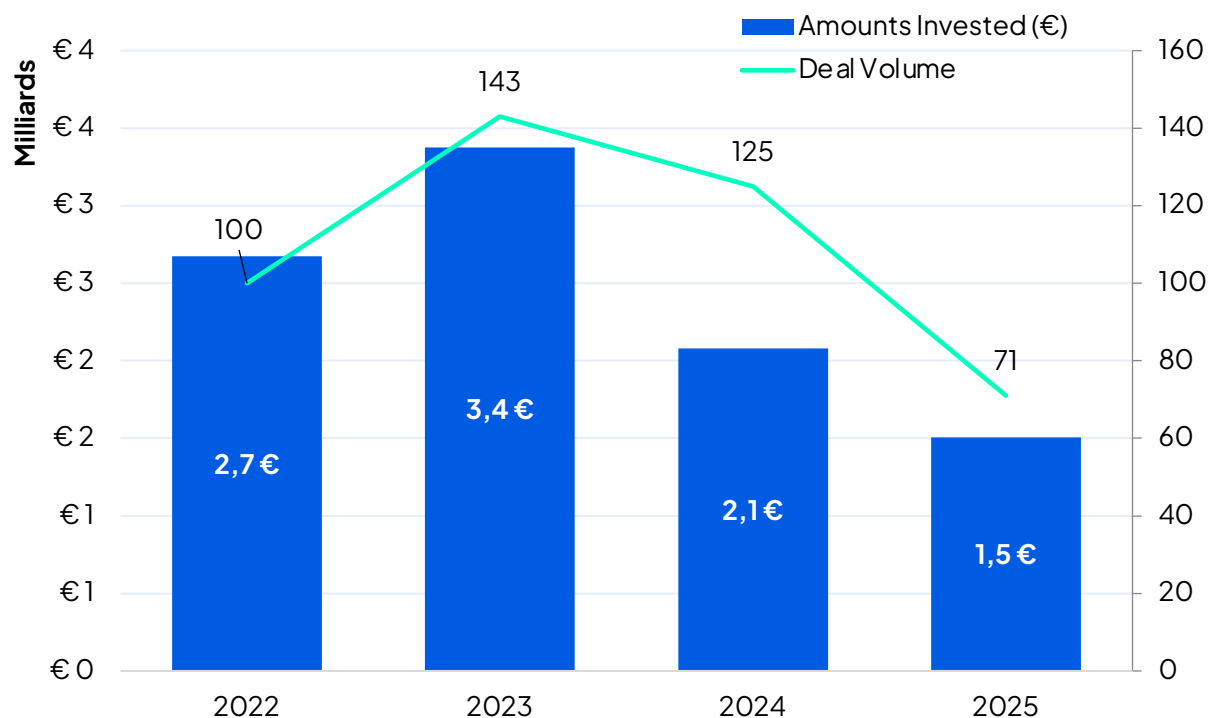
03 Analyse approfondie : le budget européen 2028-2034

- ◆ Le cadre financier pluriannuel 2028-2034 a été présenté en juillet 2025 par la Commission européenne. Il propose une enveloppe de 2000Md€ dans un contexte de budgets publics contraints.
- ◆ Un Fonds pour la compétitivité doté de 450Md€ est créé. Il est issu de la fusion de plusieurs programmes et doit notamment financer la transition et la décarbonation.
- ◆ Cleantech for France plaide pour un Cadre financier pluriannuel aligné sur les technologies et chaînes de valeur identifiées comme stratégiques, et pour le développement d'instruments de réduction de risque en lieu et place de subventions, partout où cela est possible.

04 Perspectives pour les cleantech en 2026

- ◆ L'Industrial Accelerator Act (IAA), attendu pour fin février 2026, sera un texte structurant pour la politique industrielle européenne. Les acteurs de l'écosystème cleantech appellent à stimuler la demande de technologies vertes européennes par le biais de mesures ambitieuses en matière de marchés pilotes et de contenu local européen.
- ◆ En France, 2026 sera l'année de la transposition de la directive RED III et de la publication de la nouvelle programmation pluriannuelle de l'énergie, toutes deux attendues de longue date et essentielles pour offrir un cadre stable et sécurisant pour le développement des cleantech.

Investissements en capital-risque et en capital-développement en France dans les cleantech, 2022-2025



1,5Md€

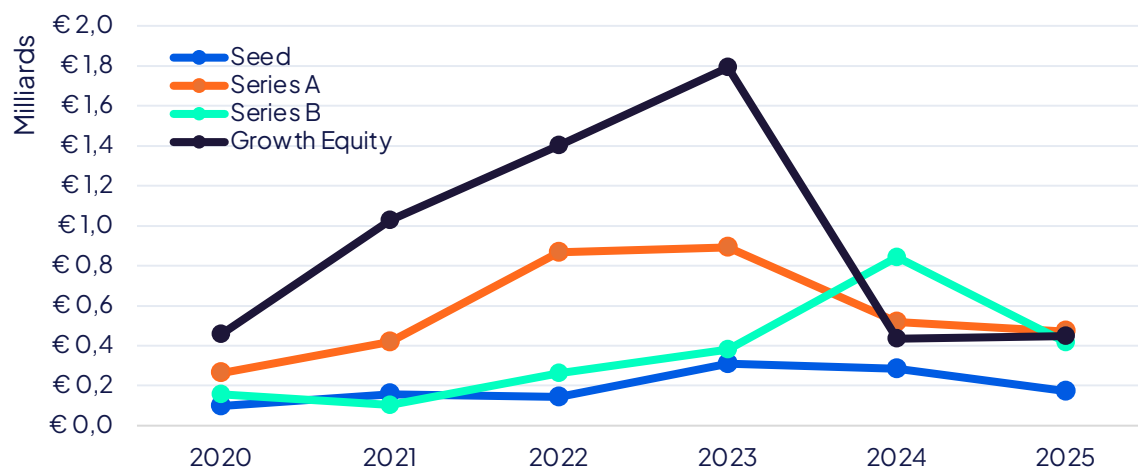
INVESTIS EN EQUITY DANS LES CLEANTECHS EN FRANCE EN 2025

Les investissements et le nombre d'accords conclus sont en baisse pour la seconde année consécutive. Il s'agit du niveau le plus faible depuis 5 ans.

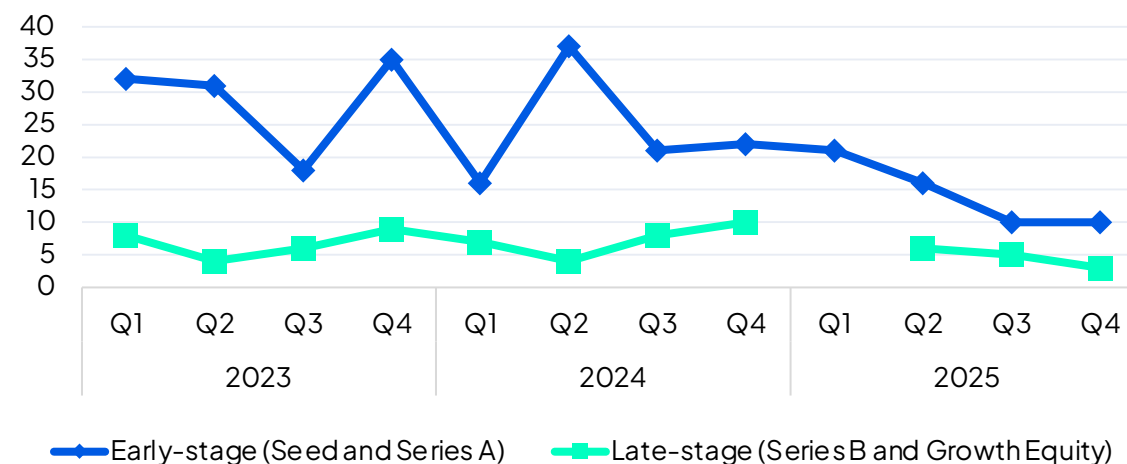
TENDANCES EN FRANCE

- ◆ L'investissement en equity dans les cleantech a reculé en 2025, pour la seconde année consécutive. Il perd plus de la moitié de son volume en 2 ans, passant de 3.4Md€ en 2023 à 1.5Md€ en 2025.
- ◆ Le nombre d'accords conclus s'élève à 71 à 2025, contre 125 l'an passé. Cette baisse significative engendre pourtant une hausse du montant moyen par deal, sans méga-opération en 2025, ce qui confirme la préférence des investisseurs pour des technologies plus matures et moins risquées par rapport au très early stage.
- ◆ C'est la raison pour laquelle on observe un niveau d'investissements équivalents en séries A, B et en growth equity en 2025.
- ◆ En termes de dynamiques, les investissements en séries A et en growth equity sont stables par rapport à 2024, après avoir largement diminué entre 2023 et 2024. Nous pouvons formuler l'hypothèse d'un plancher d'investissements pour ces deux catégories.
- ◆ En parallèle, les investissements en série B ont diminué de moitié sur un an, après une année 2024 largement supérieure aux années précédentes. Les montants de 2025 renouent donc avec ceux de 2023, et demeurent dans la fourchette haute des investissements annuels depuis 2020.

Montants investis en France dans les cleantech par stade de développement, en milliards d'euros, 2020-2025



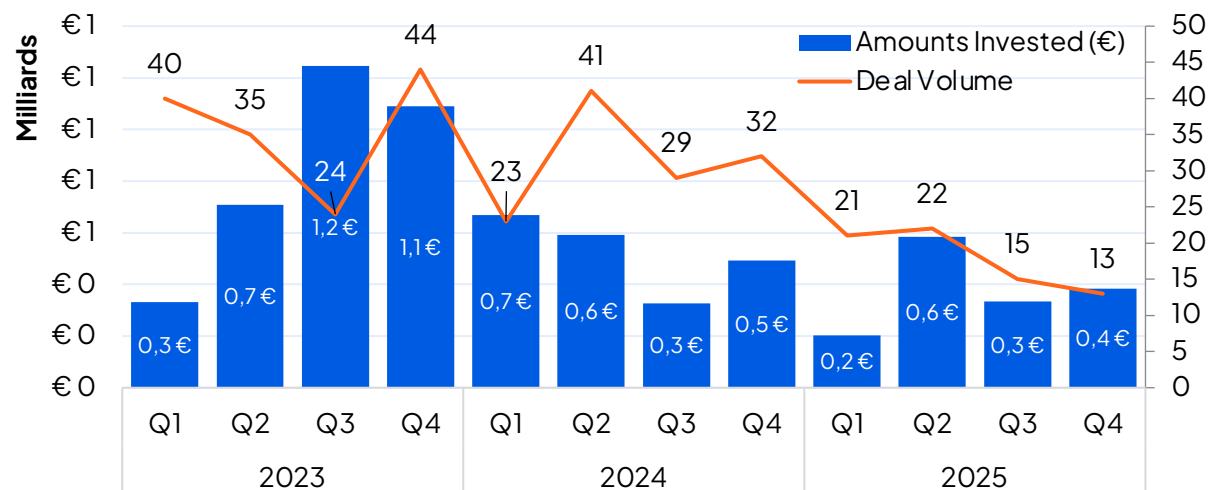
Nombre de deals conclus en France dans les cleantech par trimestre et par stade de développement, 2023-2025



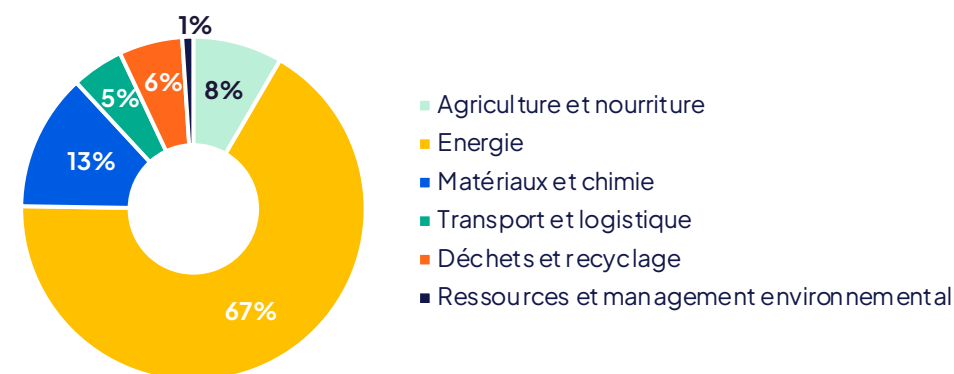
TENDANCES EN FRANCE

- ◆ Aucune méga-opération n'a eue lieu en 2025, comme en 2024. Le montant maximal obtenu en equity a été accordé à NEOt pour financer la mobilité zéro carbone. Il s'agit pour l'entreprise de sa seconde levée en 2 ans, après 60M€ levés en 2024.
- ◆ Le premier trimestre a été particulièrement modeste en termes d'investissements, et a été marqué par une absence totale de levée late stage. Cette situation s'explique probablement par l'incertitude de l'environnement politique, macroéconomique et financier aux niveaux national et international.
- ◆ Les investisseurs confirment en 2025 leur nette appétence pour l'énergie, qui capte plus des deux tiers des investissements en equity sur l'année. Preuve que les enjeux de souveraineté énergétique sont au cœur des thèses d'investissement.
- ◆ La concentration sectorielle met en évidence l'intérêt croissant pour les réseaux, l'électrification et la décarbonation industrielle. Les initiatives européennes à venir, telles que le paquet « Réseaux », le plan d'action pour l'électrification, l'Industrial Accelerator Act, ainsi que la mise en œuvre active par les États membres, seront essentielles pour libérer ce potentiel.

Investissements en equity dans les cleantech en France, par trimestre, montant et nombre de deals, 2023-2025



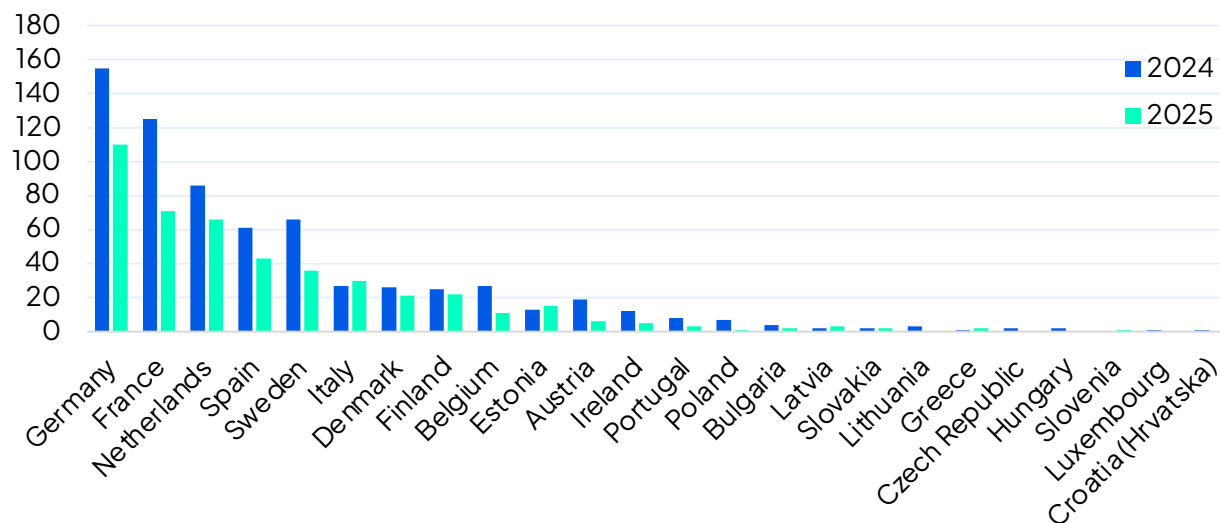
Investissements dans les cleantech en 2025 par secteur



COMPARAISONS EUROPÉENNES

- ◆ Des opérations de capital-risque dans le domaine des cleantech ont eu lieu dans 24 des 27 États membres de l'UE en 2025, confirmant que le développement des cleantech constitue une opportunité paneuropéenne.
- ◆ Le nombre d'accords a sensiblement baissé entre 2024 et 2025 dans la quasi-totalité des États membres, confirmant que la baisse des investissements constitue une tendance globale en Europe. Seules l'Italie, l'Estonie, la Lituanie et la Slovaquie sont dans une dynamique positive en termes de nombre d'accords.
- ◆ 450 accords ont été conclus au sein de l'Union européenne en 2025, contre 675 en 2024, soit une baisse de plus d'un tiers.
- ◆ Au total, 8,2Md€ ont été investis dans les cleantech européennes sur l'année 2025, soit une baisse de 500M€ par rapport à l'année précédente. Les investissements atteignent leur plus bas niveau depuis 2021.
- ◆ Ce chiffre cache des disparités : ainsi les investissements aux Pays-Bas ont augmenté de 35% pour s'établir à 1,1Md€, ceux en Espagne ont plus que doublé, quand ceux en Allemagne ont diminué de 20% (2Md€) et ceux en France de près de 30% (1,5Md€).

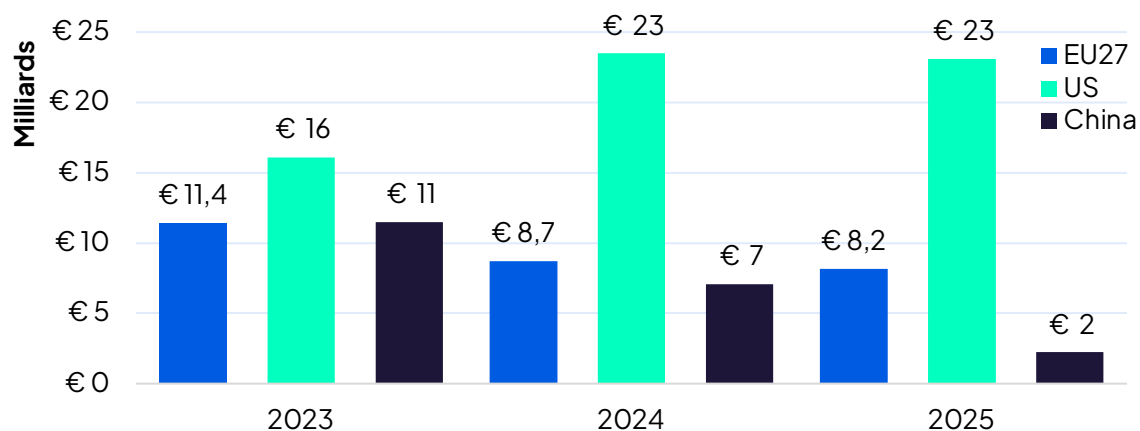
Nombre d'accords en capital-risque et en capital-développement dans les cleantech par Etat membre de l'UE, 2024-2025



COMPARAISONS INTERNATIONALES

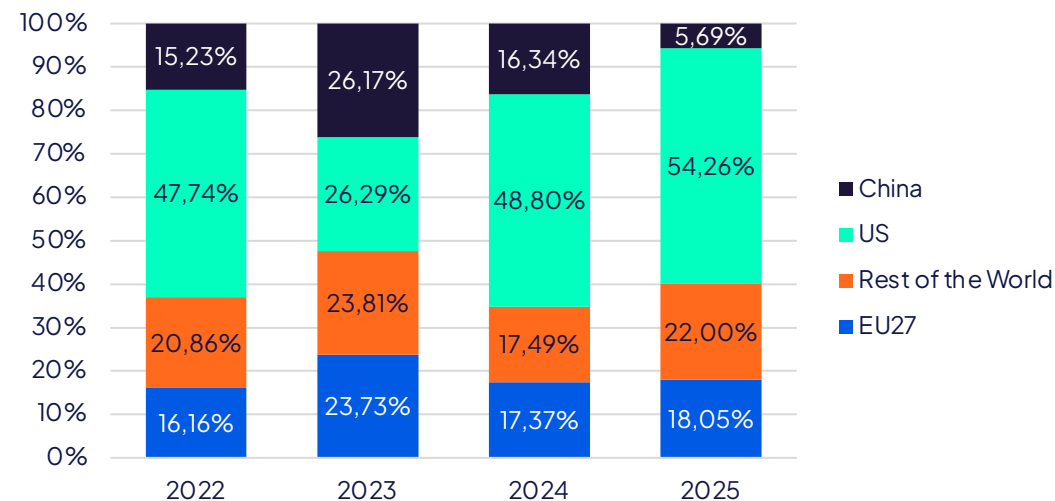
- ◆ Les investissements sur le sol européen en capital-risque dans les cleantech ont diminué de 6% entre 2024 et 2025, passant de 8,7 à 8,2 Md€. La France représente environ 18% des investissements de l'UE réalisés en 2025, contre près de 23% en 2024.
- ◆ Les Etats-Unis apparaissent très stables dans leurs investissements cleantech, ce qui constitue une surprise au regard de la politique favorable aux énergies fossiles menées par le Président Trump. L'écosystème cleantech américain fait donc preuve de résilience et confirme son statut de leader mondial, au moment où les investissements mondiaux dans les cleantech diminuent, ce qui explique la hausse de 6 points de la part des investissements aux Etats-Unis sur l'année 2025.
- ◆ Quant à la Chine, les investissements en equity dans ses cleantech ont chuté de 70% en une année, passant de 7 à 2Md€ en 2025, soit un niveau historiquement bas. Cette baisse peut s'expliquer par la maturité de l'écosystème cleantech chinois, qui se caractérise d'ores-et-déjà par la production de surcapacités mondiales.
- ◆ L'Union européenne doit anticiper ces évolutions et adopter une politique plus ambitieuse pour les cleantech, en facilitant les investissements - notamment privés - vers ce secteur, et en adoptant une approche stratégique par filière dans le cadre de l'Industrial Accelerator Act et du prochain cadre financier pluriannuel.

Investissements en capital-risque dans les cleantech par région, en milliards d'euros, 2023-2025



Source: Cleantech Group

Part des investissements en capital-risque dans les cleantech par région, 2022-25



INVESTISSEMENTS EARLY STAGE (amorçage + série A)
Top deals en France en 2025

Fer bas carbone



€57M

Série A



Nickel vert



GENOMINES

€40M

Série A



Microprocesseurs



SIPEARL

€33M

Série A



arago

€23M

Amorçage



Modules photovoltaïques

DRACULA
TECHNOLOGIES

€31M

Série A



Hydrogène vert



spark

€31M

Subvention



Énergie nucléaire

RENAISSANCE
FUSION

€30M

STELLARIA
ENERGY FOR CENTURIES

€23M

Série A



Chimie verte

KHIMOD
ALCEA

€24M

Série A



Aimants recyclés



MagREsource

€24M

Amorçage

INVESTISSEMENTS LATE STAGE (série B + capital-développement) Top deals en France en 2025



Mobilité zéro carbone

neot

€355M

Growth Equity



Panneaux photovoltaïques

Holosolis

€205M

Série B



Bornes de recharge pour véhicules électriques

WAAT

€105M

Growth Equity



Géothermie

Lithium de France

€42M

Série B



Avion bas-carbone

xpliseat

€37M

Série B



Agriculture bas-carbone

NEOFARM

€31M

Série B



Composites carbonés

FAIRMAT

€25M

Série B



Stations de recharge hydrogène

atawey

€23M

Growth Equity



Valorisation énergétique

WATER HORIZON

€18M

Série B



Hydrogène vert

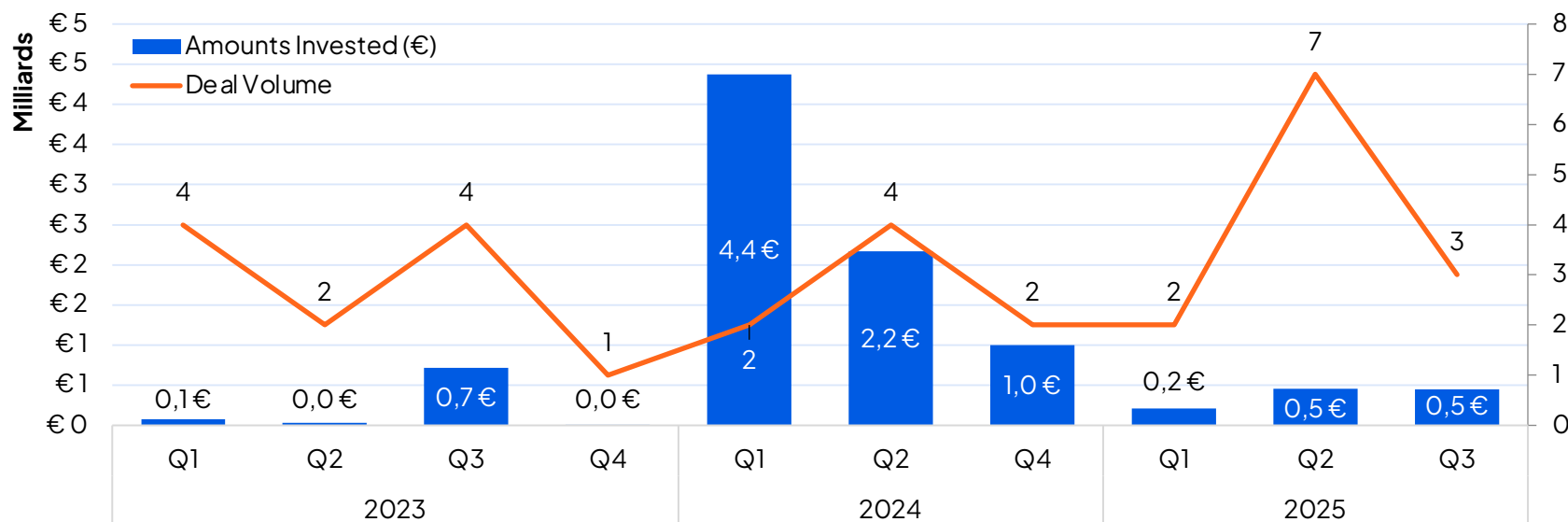
Lhyfe

€2,5M

Growth Equity

- ◆ L'année 2024 a été caractérisée par des montants records de levée en dette, grâce aux méga-opérations d'Automotive Cells Company et Verkor qui ont respectivement levé 4,3Md€ et 1,3Md€ pour développer leurs batteries pour véhicules électriques.
- ◆ Les montants sont plus modestes en 2025, mais se caractérisent par un nombre plus élevé d'opérations : 12 au total. La mobilité et l'énergie tirent une nouvelle fois les deals à la hausse.
- ◆ Plusieurs entreprises ayant levé en equity en 2024 sont parvenues à compléter leur financement au-delà en 2025 : c'est le cas pour Electra et Elyse Energy. Cette dernière a notamment bénéficié d'une garantie projet stratégique de Bpifrance.
- ◆ Les structures publiques comme le Gouvernement, Bpifrance ou la Banque européenne d'investissement occupent une place centrale dans le financement en dette structurée et en subvention. A fonds publics constants, mobiliser davantage de financement par la dette implique d'augmenter l'effet de levier vis-à-vis des capitaux privés, et donc d'adapter les dispositifs publics utilisés, en privilégiant les garanties publiques.

Investissements dans les cleantech en dette en France, en montant par trimestre, 2023-2025



NB : Les données comprennent les prêts, les garanties de prêts, les financements de projets et les emprunts structurés.

AU-DELA DE L'EQUITY : LES AUTRES FINANCEMENTS
Top deals en France en 2025

Stations de recharge pour véhicules électriques

ELECTRA

€446M

Prêt



Producteur d'énergie renouvelable

TECHNIQUE
SOLAIRE
Producing sustainable energy together

€304M

Dette structurée



Exploitation et traitement des terres rares

CARÊSTER

Your partner for Rare Earths

€208M

Financement de projet



Infrastructures énergétiques

TEN
TECHNIIP
ENERGIES

€177M

Subvention



Electrolyseurs

øgen-hy

€101M

Subvention



Hydrogène vert

Lhyfe

€53M

Prêt



Energie solaire

greenyellow
SHIFT TO PROFITABLE ENERGY!

€50M

Prêt



Carburants durables

Elyse



€45M

Subvention



Composites carbonés

FAIRMAT

€24M

Dette structurée

01 2025 : Une mega-levée et des montants stables

DU CÔTÉ DES INVESTISSEURS



Omnes Capital a annoncé le closing final de son fonds Capenergie 5 pour un montant de **2,05Md€**. Il s'agit d'un record historique pour Omnes, qui s'était fixé un objectif initial à 1,35Md€. Le fonds fournira des capitaux de croissance aux principaux développeurs européens d'énergies renouvelables. Parmi les investisseurs notables se trouvent Sogecap, P+, AG Insurance, AkademikerPension, Bpifrance, Caisses du Crédit Agricole, Golding, Industriens Pension et le Fonds européen d'investissement.



Après un premier closing à 100M€ en octobre 2022, le premier fonds de **Shift4Good** a effectué son closing final à **220M€** pour financer des startups de la mobilité durable et de l'économie circulaire de la mobilité. Le groupe Renault, le Fonds européen d'investissement, BNP Paribas, Bpifrance et plusieurs *family offices* ont notamment contribué. Le fonds, implanté à Singapour, financera des projets européens et asiatiques avec des tickets compris entre 4 et 20M€ en séries A et B.



Daphni a annoncé un premier closing à **200M€** de son fonds « Blue », destiné à soutenir des innovations scientifiques qui contribueront à la transition climatique. Ce fonds doit financer une quarantaine de startups en pré-série A et série A, avec des tickets compris entre 500k€ et 8M€. Le closing final est attendu dans les prochains mois.



BNP Paribas Asset Management a annoncé le closing final de son fonds BNP Paribas Solar Impulse Venture Fund qui dépasse sa taille cible et atteint **172M€**. Il permettra de financer plus de 15 startups européennes et nord-américaines. Ce fonds à impact et labellisé Tibi s'adresse aux enjeux de transition écologique en ciblant des secteurs tels que la transition énergétique, l'agriculture et l'alimentation durables, l'économie circulaire, la biodiversité, la mobilité durable et l'innovation industrielle.



SWEN Capital Partners a annoncé le premier closing à **160M€** de son fonds de capital-risque SWEN Blue Ocean 2, classé article 9 et dédié à la régénération maritime. Les investissements de ce fonds financeront des start-ups majoritairement européennes pour des tickets compris entre 2 et 12 millions d'euros, lors de séries A. Ce closing réunit une dizaine d'investisseurs institutionnels de premier plan, dont Bpifrance et le Fonds européen d'Investissement. Le fonds vise une clôture finale de 300 millions d'euros.



Lita.co a lancé son fonds Lita Sobriété Juste, au premier closing de **25M€** : une première pour une plateforme de financement participatif. Il apportera des tickets compris entre 1 et 5M€ à des startups en accélération et à des PME, essentiellement françaises et belges dans les secteurs de l'énergie, l'industrie et les nouveaux matériaux, l'agriculture et l'alimentation durables, ainsi que la consommation responsable. Un closing final est ciblé à 50M€.

02 Bilan politique pour les cleantech en 2025

SOUTIEN A L'ACIER ET AUX METAUX EUROPEENS

Un second plan sectoriel a été dévoilé par la Commission européenne en mars 2025, pour soutenir la compétitivité et la décarbonation de l'industrie sidérurgique et métallurgique, critique pour la souveraineté de l'UE. L'exécutif européen met l'accent sur la nécessité d'un approvisionnement énergétique sûr à prix abordable, d'une prévention des fuites de carbone, du développement de la circularité des métaux, et de la décarbonation des chaînes de valeur grâce à l'introduction de critères de résilience et de durabilité dans la commande publique.

ADOPTION DU CISAF

Fin juin 2025, la Commission européenne a adopté le nouvel encadrement des aides d'État dans le cadre du Clean Industrial Deal (CISAF), après une consultation publique à laquelle [Cleantech for Europe a répondu](#). Le texte contient plusieurs avancées concernant les prêts et les garanties pour les technologies propres, la possibilité pour les États membres de financer facilement les projets du Fonds d'innovation, ainsi que des améliorations des dispositions relatives au financement mixte. Mais l'occasion de mettre en place un soutien fondé sur la production reste manquée.

PRESENTATION DE LA STARTUP AND SCALEUP STRATEGY

La Commission européenne a dévoilé fin mai 2025 sa [stratégie en faveur des startups et des scaleups](#). Le plan se concentre sur la création d'une entité juridique européenne et sur la progression de l'harmonisation en matière de fiscalité, de droit du travail et de sécurité sociale. Le Fonds Scaleup Europe a été lancé fin 2025, pour des premiers investissements attendus en 2026. Des mesures soutenant les marchés publics favorables à l'innovation seront proposées, et les grands acteurs industriels seront incités à s'associer aux entreprises européennes innovantes.

PRESENTATION DU BUDGET EUROPEEN 2028-2034

En juillet, la Commission européenne a publié ses [propositions](#) pour le cadre financier pluriannuel (MFF) 2028-2034, d'un montant total de 2 000Md€, dont fait partie le Fonds européen pour la compétitivité (FEC). Le MFF consacre 35 % (700Md€) au climat et à la biodiversité, et le FEC 43 %. Le FEC est l'instrument central de l'UE pour soutenir l'innovation industrielle stratégique, avec une enveloppe de 409Md€ répartis en quatre volets : transition propre et décarbonation ; transition numérique ; santé, biotechnologies, agriculture et bioéconomie ; défense et espace.

RALENTISSEMENT DE LA REINDUSTRIALISATION EN FRANCE

La réindustrialisation a ralenti en France en 2025. Les fermetures de sites ont presque été deux fois supérieures aux ouvertures au 1^{er} semestre. Seules les extensions significatives de sites viennent contrebalancer ce constat, selon le dernier [baromètre industriel de l'Etat](#). Une bonne dynamique : les industries vertes, qui tirent les ouvertures vers le haut pour la seconde année consécutive.

LE BUDGET 2026, UNE OCCASION MANQUEE POUR LES CLEANTECH

Un budget qui soutient l'innovation et la décarbonation de l'industrie est indispensable pour le développement des technologies vertes. Une proposition visant à harmoniser la fiscalité de l'électricité et du gaz a notamment été adoptée avant d'être abandonnée dans la copie du texte 49-3. Le report de 1Md€ de crédits du plan France2030 adopté au Sénat a envoyé le signal d'une année noire pour l'innovation, alors que les technologies vertes dépendent de ces budgets. La copie définitive de la Partie 2 consacrée aux dépenses du PLF est toujours attendue.

LE BUDGET PLURIANNUEL 2028–2034

- ◆ En juillet 2025, la Commission européenne a publié ses propositions pour le cadre financier pluriannuel (MFF) 2028–2034, pour un montant total de 2 000Md€.
- ◆ Le MFF intervient dans un contexte de budgets publics limités et à un moment crucial : l'Europe doit à la fois préserver la compétitivité de ses industries à forte densité énergétique qui se décarbonent, tout en sécurisant les chaînes de valeur industrielles utiles aux technologies d'avenir – le NZIA fixe l'objectif de produire 40% de la demande européenne en Europe pour les technologies propres d'ici 2030.
- ◆ Un nouveau Fonds pour la compétitivité est créé, issu de la fusion de programmes existants. Il est doté de 450Md€ en comptant Horizon Europe. La Commission propose d'allouer 67,4Md€ à la transition propre et à la décarbonation, grâce aux 41Md€ du Fonds Innovation et 26Md€ de nouveaux crédits.
- ◆ La capacité de garanties d'InvestEU a été réduite de 26Md€ à 17Md€, alors qu'elle est essentielle pour réduire les risques liés aux capitaux privés.
- ◆ Les négociations sur le MFF entre les institutions européennes peuvent durer jusqu'à deux ans.

LES PRIORITÉS DE CLEANTECH FOR FRANCE

Priorité n°1 : Faire du MFF et en particulier du Fonds pour la compétitivité un pilier de la stratégie industrielle européenne

Le Fonds de compétitivité doit ainsi concentrer son financement vers les chaînes de valeur identifiées comme stratégiques dans le cadre d'une stratégie industrielle européenne en matière de technologies propres, au risque de perdre en efficacité. Il doit également consacrer le Made in Europe comme l'approche par défaut dans l'attribution de ses ressources.

Priorité n°2 : Prioriser l'efficacité budgétaire et viser la complémentarité avec le capital privé

Le financement public ne peut pas tout faire : son rôle est de mobiliser des capitaux privés à grande échelle, en développant des outils de réduction des risques bien calibrés. Catalyser sans remplacer, en réservant les subventions au très early stage, où les instruments de marché ne peuvent pas s'appliquer. Cela peut être réalisé par le biais d'instruments de financement rapides, simples et prévisibles, tels que le soutien basé sur la production. L'alternative est que les fonds publics soient déployés dans le cadre d'un processus de diligence raisonnable rigoureux et reconnu par le marché, axé sur une « voie vers la viabilité commerciale ».

04 Perspectives pour les cleantech en 2026

L'INDUSTRIAL ACCELERATOR ACT

L'IAA devrait être présenté par la Commission fin février 2026, après deux reports successifs. Il est l'une des réalisations du Clean Industrial Deal et peut devenir un pilier de la future politique industrielle européenne.

L'UE a mis en place des bases solides du côté de l'offre grâce à la tarification du carbone, au financement de l'innovation et au soutien aux infrastructures. Mais sans demande prévisible pour les produits à faible intensité de carbone fabriqués dans l'UE, les projets continueront à stagner.

C'est pourquoi Cleantech for France et ses partenaires soulignent l'importance cruciale de mesures ambitieuses en matière de marchés pilotes et de contenu local européen, de sorte à stimuler la demande de technologies vertes européennes et à offrir de la visibilité sur le long terme, en tenant compte de la diversité des secteurs industriels.

La version de l'IAA ayant fuité dans la presse début janvier 2026 confirme que le Made in Europe n'est plus un débat conceptuel, mais devient une réalité législative. Le texte propose une définition du Made in Europe avec une application progressive, et des exigences adaptées selon les secteurs industriels ciblés, avec notamment le risque de seuils initiaux trop bas pour avoir une influence significative sur les décisions d'investissement. Les positions sont toujours mouvantes, par conséquent la présentation de l'IAA fin février 2026 est très attendue par l'écosystème cleantech.

TRANSPPOSITION DE LA DIRECTIVE RED III

Le projet de loi transposant la directive RED III sur les énergies renouvelables sera examiné à partir de février 2026 au Parlement, alors que de nombreux Etats membres tardent à transposer le texte européen. RED III vise à augmenter la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique de l'UE, en fixant un objectif contraignant de 42,5% d'ici 2030, et en laissant aux Etats membres le choix de la méthode pour atteindre ces objectifs. Le texte de transposition comporte de forts enjeux, notamment pour la filière hydrogène, afin de créer de la visibilité pour le marché et de sécuriser les investissements.

PUBLICATION DE LA PPE3

La nouvelle programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3), initialement attendue en 2023, devrait voir le jour en 2026. Elle vise à offrir un cadre stable et incitatif pour orienter durablement la politique énergétique du pays et sécuriser les investissements en matière d'électrification des usages et de production décarbonée. Après plusieurs années de consultations publiques et de votes convergents au Parlement sur la PPL Gremillet, [Cleantech for France et plusieurs partenaires de la filière électrique](#) ont appelé le Gouvernement à publier sans tarder la PPE3 à l'été 2025. Cet appel est plus que jamais d'actualité.

NEGOCIATIONS SUR LE BUDGET EUROPEEN 2028-2034

Le prochain cadre financier pluriannuel, et en particulier son Fonds de compétitivité, sera décisif pour l'essor des technologies vertes en Europe. L'alignement des investissements sur les priorités industrielles stratégiques et l'élaboration de dispositifs à même de maximiser l'efficacité de l'argent public sont indispensables pour réaliser les ambitions du Clean Industrial Deal et faire émerger des champions industriels européens décarbonés. Les négociations qui auront lieu en 2026 seront cruciales.

PAQUET « RESEAUX » EUROPEEN

La Commission européenne a présenté en décembre dernier un paquet "réseaux" visant à moderniser les infrastructures énergétiques de l'UE. Elle estime à plus de 1.200 milliards d'euros les investissements nécessaires dans les réseaux énergétiques d'ici à 2040. La modernisation des infrastructures est indispensable à l'électrification des usages et à l'essor des technologies vertes, car les capacités d'interconnexion sont aujourd'hui insuffisantes. Le budget européen 2028-2034 présenté envoie un signal positif, en proposant de multiplier par cinq le budget du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) consacré à l'énergie, qui passerait de 5,84 milliards d'euros à 29,91 milliards d'euros.